

---

M.E.S., Numéro spécial, Kinshasa, 25 mai 2022

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

ISSN (en ligne) : 2790-3109

ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 1<sup>er</sup> juin 2022

---

**Numéro spécial consacré au thème :**

*Regards croisés sur les 20 ans d'existence et d'exercices de la  
Chaire de Dynamique Sociale*

*Kinshasa, 25 mai 2022*

IV.

LA CHAIRE DE DYNAMIQUE SOCIALE :  
SES SERVICES A LA SOCIETE CONGOLAISE

**Économie informelle, secteur clé de la survie en RDC,  
sous les projecteurs de la Chaire de Dynamique Sociale.  
Création d'un Observatoire National à son sujet**  
par

**Sylvain Shomba Kinyamba**  
*Professeur Ordinaire, Sociologie,  
Université de Kinshasa*

### 1. Contexte de la création de cet observatoire

La notion du secteur informel, telle qu'identifiée par Keith Hart et de multiples programmes de recherche du Bureau International du Travail (BIT), couvre des réalités assez diverses, ayant comme point commun le non-enregistrement d'activités qui génèrent des revenus et/ou de la valeur ajoutée. Différentes études (De Herdt et Marysse, 1996, OECD, 2012, Herderschee et al. 2012, BIT, 2014) distinguent les activités suivantes :

- des activités de subsistance, assurant à la famille sa survie quotidienne dans un contexte d'insuffisance ou d'absence d'un revenu formel ;
- la petite production marchande réalisée par des microentreprises ;
- des activités d'un ordre de grandeur significative restant cachées, pour raisons d'évasion fiscale ou pour en dissimuler l'origine criminelle.

En RDC, plus de 80% de la population active est obligée de trouver une occupation de survie dans la subsistance du secteur informel, dont l'ensemble des activités ne représente que 20% du PNB. Dans une société dominée par l'économie informelle, les risques et défis sont multiples. Les conditions de travail souvent déplorables et l'incertitude permanente sur sa propre source de revenus, dégradent non seulement le niveau de vie de chaque personne, mais ont aussi tendance à détériorer les relations dans les communautés concernées. En outre, les impôts perdus, l'éducation non achevée (laissent de grandes parties de la société sans diplôme ou qualification) tout comme le manque de régulation dans les affaires. Ceci représente autant de raisons de ne pas considérer l'économie informelle comme une réalité incontournable, même si la plupart des acteurs de cette économie n'ont pas d'autre choix.

Cette signification, ces problématiques et la volonté de fournir les gestionnaires avec des outils pour les dresser, constituent les motifs qui ont mené à établir un Observatoire de l'Economie Informelle à Kinshasa, sujet d'un financement du PEE de la CTB qui a été mis-en-œuvre entre juillet 2016 et fin mars 2017.

Cet observatoire, ayant permis la constitution d'une base de données empiriques, le renforcement de la connaissance des mécanismes de l'économie informelle et des recherches menées dans ce domaine, est apparu très utile et

très apprécié par les gestionnaires gouvernementaux et leurs partenaires internationaux, ainsi que par la société civile, sans oublier la communauté des chercheurs. Le développement d'une méthodologie appropriée pour apercevoir la réalité de l'économie informelle n'a pas manqué son but à Kinshasa. C'est pour cela qu'en 2020, les promoteurs de l'observatoire ont étendu et approfondi ces activités dans les provinces de la Tshopo et du Kasai Oriental élargissant à la fois les domaines et les thématiques.

## **2. Objectifs de la création de cet observatoire**

La création de l'observatoire national de l'économie informelle (ONEI) en RDC a pour objectif principal de contribuer à la croissance économique et à la lutte contre la pauvreté en assurant l'accès à une base de données actualisées sur les réalités et les tendances de l'économie informelle dans ce pays.

Subsidiairement à cela, l'ONEI intègre deux objectifs spécifiques, à savoir : en s'appuyant sur les connaissances et méthodologie développées dans le cadre de l'observatoire de l'économie informelle en RDC, la CDS doit s'employer à étendre progressivement, des recherches qui renforceront les connaissances et les interventions dans l'économie informelle et diffuser les résultats de l'ensemble du territoire national en vue, en second lieu, d'améliorer l'accès à l'information sur l'économie informelle et faciliter les échanges entre les pouvoirs publics, les organisations internationales, les chercheurs, les acteurs sociaux, les organisations de soutien et d'autres intervenants intéressés par cette économie en RDC.

Ces deux objectifs particuliers se concentrent sur les thèmes suivants :

- un état des lieux des différentes catégories d'unités économiques informelles (petit et gros informel), y compris les particularités provinciales et les conséquences pour le marché de travail provincial ;
- un état des lieux des conditions de travail des travailleurs (par exemple les propriétaires des unités économiques, les employés rémunérés et les aides familiales non rémunérées) selon les quatre piliers du travail décent ;
- les différents mécanismes de structuration et représentation des travailleurs informels (par ex. associations ou organisations donnant voix aux travailleurs informels ou syndicats) et leurs forces et défis comme interlocuteurs auprès des autorités publiques ;
- l'exploitation et la valorisation/capitalisation des innovations économiques et sociales provenant du secteur informel;
- Le contexte institutionnel et législatif dans lequel le secteur informel fonctionne.

- les blocages clés pour l'entrepreneuriat et l'auto-emploi (par ex. manque des capacités techniques et professionnelles, manque d'accès au financement, tendance de rester invisible comme acteur économique pour les autorités afin d'éviter le paiement des taxes et l'inspection comptable, ....), et les mécanismes et conditions potentiels pour les résoudre (par ex. l'offre des formations professionnelles (TVET) et sur le savoir-faire, l'entrepreneuriat, mécanismes d'accès aux finances, ...)
- exploration des régimes de taxes plus adaptés à la réalité et les besoins de l'économie informelle (par ex. taux adaptés vis-à-vis des services reçus, accès aux mécanismes de protection sociale, ...).
- impact des programmes Enabel/CTB pour les acteurs de l'économie informelle qui ont été impliqués (par ex. effets des formations, appui à l'entrepreneuriat, désenclavement, organisation des associations, etc.)

### 3. Méthodologie

Cette recherche a combiné des approches quantitatives et qualitatives. Une première phase a consisté à une analyse de la littérature, aux interviews avec des acteurs clés et à la préparation de la recherche empirique. Cette phase a permis de cartographier le contexte institutionnel et législatif dans lequel le secteur informel fonctionne dans les trois provinces respectives (Kinshasa, Kasai Oriental et Tshopo). En plus, cette phase a servi à préparer la recherche empirique qui a consisté surtout – vu que des questionnaires validés ont été développés pendant la construction de l'observatoire en Kinshasa - dans la constitution d'un échantillonnage représentatif dans le contexte de la localité et le secteur professionnel en cause. Ces échantillons ont été constitués afin qu'un panel de personnes-clés soit identifié et accessible en vue de participer à la collecte de données qualitatives et quantitatives. Les chercheurs ont identifié pour cela des entités, voire des lieux et environnements qui amènent l'économie informelle à une telle expansion. Par exemple des marchés ruraux ; la périphérie des mines ou d'industries (fourniture d'équipement, de nourriture, etc.), l'entourage des hôpitaux et centres de service, les points d'échange de trafic (p.ex. bateau- transport terrestre), les frontières.

La seconde phase a porté sur la recherche empirique. Cette phase a consisté à des enquêtes quantitatives (1.642 au total, soit 350 à Kinshasa, 647 à Mbuji Mayi et 645 à Kisangani) pour gagner une compréhension sur l'état des lieux et tendances des unités économiques informelles ainsi que les conditions de vie des travailleurs. Les enquêtes ont porté également sur les mécanismes de structuration du secteur informel et les différents types d'interlocuteurs entre le secteur informel et les autorités publiques. En plus des enquêtes quantitatives, il y a eu des études de cas illustrant des secteurs spécifiques identifiés dans la

phase préparatoire, sur base des interviews approfondies, des focus-groups, des observations participatives ainsi que des techniques de cartographie participative.

### 3.1. Activités de recherche empirique réalisées dans chaque province

- mission de collecte de données effectuée par un chercheur senior de la CDS par province qui a bénéficié du concours des enquêteurs recrutés localement ;
- exploitation des documents-clés (archives diverses) ;
- atelier pour la constitution des échantillons, conception du plan de campagne pour la collecte de données et formation des enquêteurs ;
- collecte de données :
  - données quantitatives (enquêtes par questionnaire basées sur le logiciel Kobotoolbox)
  - données qualitatives (interviews approfondies, focus-groups, observations participatives ainsi que des techniques de cartographie).
- analyse et rapportage sur les résultats des données collectées ;
- livrables :
  - rapport d'étude avec résultats de la recherche ;
  - insertion des résultats (rapports, instruments de recherche, données qualitatives et quantitatives, ...) sur le site web de l'observatoire de l'économie informelle en RDC.

### 3.2. Méthodologie pour la valorisation et échange

- Le site web a été alimenté et mis à jour par l'équipe de l'Observatoire et a versé les informations suivantes à la disposition des internautes :
  - données primaires : les résultats de la recherche empirique ;
  - données secondaires : p.ex. littérature pertinente, manuels, cadres juridiques pertinents (national/sous régional) ; manuels et outils, statistiques existantes sur les principales composantes de l'économie informelle en RDC et autres pays Africains, base de données des acteurs clés de l'économie informelle (associations de l'économie informelle, entreprises sociales, fournisseurs de crédits, formations professionnelles, experts et réseaux pertinents, ....) ;
- Le défi global de cette fonction de l'Observatoire a été d'éviter la collecte d'une grande quantité de ressources, sans aucune discrimination en termes de qualité et la capacité limitée de les mettre à jour après dans un

court laps de temps. Il a fallu également éviter de dupliquer l'information sectorielle déjà accessible au travers d'autres structures/sites. La plus-value d'Observatoire a été évidente en fonction de la spécificité technique de l'information recueillie sur l'économie informelle, et notamment, si cette information est contextualisée aux besoins spécifiques des parties prenantes en RDC. Cela devrait renforcer l'identité commune entre les différents acteurs et groupes d'acteurs et faciliter les occasions d'apprentissage transversales ;

- Revue des activités menées dans le cadre de l'Observatoire ;
- Revue des activités menées par des parties prenantes vis-à-vis de l'économie informelle (chercheurs, réseaux de praticiens et organisations de soutien aux participants), en dehors du cadre de l'Observatoire.

Le site actuel a été aussi renouvelé d'une manière à être maintenu et actualisé facilement par la CDS. Ceci a impliqué une migration du site général du KU-Leuven au site de la CDS qui est réactivé et renouvelé. Pour garantir la durabilité, un guide a été développé pour expliquer étape par étape, comment le site devrait être tenu à jour.

- Les journées d'études ont été préparées et introduites par un rapport d'étude avec une synthèse des résultats et conclusions des différentes phases de l'observatoire. Hormis une présentation des résultats et conclusions, les journées d'étude ont donné une occasion aux parties prenantes de discuter des implications pratiques des tendances issues des données collectées et analysées. L'accent a été mis sur les expériences et bonnes pratiques dans des interventions ciblées sur l'atténuation des effets nocifs opérés dans l'économie informelle ainsi que sur la transition (les obstacles) vers une économie plus formelle et régulée. Le but de ces journées d'étude consiste à impliquer les gestionnaires du gouvernement et leurs partenaires de développement dans l'effort de gérer de plus en plus l'ensemble d'activités qui génèrent les revenus et les emplois aux différentes catégories de la population.

### 3.3. Activités principales pour la Valorisation

- mise-à-jour du site web de l'observatoire ;
- une Journée d'étude dans chacune des trois provinces ciblées par l'enquête pour présenter les résultats de la recherche ;
- une conférence de presse dans chaque province où l'enquête a eu lieu pour vulgariser les résultats de la recherche empirique.

#### 4. Résultats réalisés

Ce dernier point sert en même temps de conclusion à la présente réflexion. Pour atteindre une efficacité optimale au service de la politique et des interventions dans le domaine de l'économie informelle, l'observatoire a produit à la fois de façon fiable, précise et accessible, des données empiriques et valorisé le corpus des connaissances et de réflexions sur la question de l'économie informelle en RDC. Cela se traduit en deux composantes, elles-mêmes organisées en différentes sous-sections dans les trois provinces<sup>118</sup> où les enquêtes ont été effectuées. Il s'agit donc *de l'établissement d'un état des lieux des réalités et tendances de l'économie informelle dans ces provinces à travers une recherche empirique (production des connaissances basées sur les données collectées sur le terrain) et analyse documentaire (production des connaissances basées sur les analyses des données secondaires, i.e. études, résultats des enquêtes précédentes, ...)*.

Ce résultat comprend un état des lieux des réalités et tendances des éléments suivants de l'économie informelle dans chaque province :

- un état des lieux des différentes catégories d'unités économiques informelles (l'enregistrement auprès des institutions ; la tenue de la comptabilité sous une forme établie ; le statut de l'entreprise ; la taille, l'accès au crédit bancaire, la mobilité de travail, ...). Un aperçu a été établi pour la situation de l'informalité dans les trois provinces et on a noté quelques variations dans la morphologie de l'informalité (par exemple : agriculture et métiers forestiers au nord, sous-traitance des activités minières au centre, expédition et distribution commerciale autour des grands axes routiers et fluviaux, etc.) ;
- un focus sur les unités économiques nous a permis d'inclure dans l'échantillon, non seulement les entreprises informelles de petite taille, mais aussi celles de taille plus grande. Ces dernières sont en petit nombre et peu étudiées, mais portent une contribution substantielle à l'économie et développent des expériences significatives en termes de stratégie de croissance et de connexion à la branche la plus formelle de l'économie ;
- un état des lieux du niveau de vie de ceux qui se trouvent dans l'informalité ainsi que les facteurs déterminant ce niveau de vie et les perspectives pour le développer, incluant :
  - le revenu familial généré par ces activités informelles (en tant que source unique ou complémentaire) : est-il suffisant pour la survie ? pour les dépenses primaires (nourriture, habitat...) et secondaires (frais scolaires, soins de santé, ...) ;
  - les conditions de travail : risques pour la santé et la sécurité, taux d'accidents, mécanismes d'adaptation... ;

---

<sup>118</sup> Ville de Kinshasa en 2016 et Province de la Tshopo et du Kasai Oriental en 2020.

- l'accès aux services publics : permis (par ex. placement sur le marché), traitement par la police/la justice, le taux de corruption... ;
  - l'accès aux ressources liées à l'entrepreneuriat et à l'exercice du métier : utilisation des machines ou moyens de transport, stockage, sources d'information (prix, règlements...), accès au crédit pour financer les achats et les investissements, accès aux formes élémentaires de protection sociale, accès aux formations professionnelles et à l'entrepreneuriat ;
- un état des lieux sur les différents mécanismes de structuration des travailleurs informels (p.ex. associations ou organisations des travailleurs informels ou syndicats) et leurs forces et défis comme interlocuteurs auprès des autorités publiques. La forme, les activités et la représentativité de ces associations peuvent varier selon la région, la localité et le secteur professionnel. Renforcer les capacités de ces associations et s'articuler sur leurs objectifs et leurs activités pourraient prouver la façon selon laquelle les gestionnaires pourraient opérer pour influencer les conditions de vie et l'accès aux services élémentaires (finance, protection sociale) de grands nombres de travailleurs dans l'informalité ;
  - un état des lieux sur les différents mécanismes et taux de taxation et la mesure dans lesquels ils sont respectés par les acteurs du secteur informel. Les enquêtes menées dans le cadre de l'observatoire de l'économie informelle à Kinshasa ont montré qu'il y a une tendance chez les entrepreneurs d'éviter que leurs entreprises grandissent (ne font pas des investissements conséquents) pour rester hors de vue de l'Etat ou des collectionneurs des taxes. Une exploration des régimes de taxes plus adaptés à la réalité et aux besoins de l'économie informelle (taux adaptés vis-à-vis des services reçus comme l'accès aux mécanismes de protection sociale, sécurité, ...) pourrait aider à contourner cette tendance de non-investissement ;
  - une exploration des effets des programmes Enabel (CTB) sur l'auto-emploi et l'entrepreneuriat pour les acteurs de l'économie informelle qui ont été impliqués dans ces programmes (p.ex. effets des formations, appui à l'entrepreneuriat, désenclavement, organisation des associations, etc. ....). Comme les enquêtes ont été menées dans des provinces où Enabel/CTB mène des programmes qui visent à stimuler l'auto-emploi, celles-ci ont donné une bonne opportunité de questionner des répondants sur leurs perspectives concernant les changements significatifs auxquels ces programmes auraient contribué et de tirer des leçons qui pourraient informer sur leur suivi, planification et gestation adaptive.

### *Valorisation et échange des données récoltées sur l'économie informelle*

Pour valoriser et échanger les données récoltées sur l'économie informelle, les chercheurs ont organisé dans chaque province des journées d'étude destinées aux décideurs gouvernementaux, acteurs de l'économie informelle, intervenants et partenaires de la coopération au développement, ainsi qu'aux chercheurs spécialisés dans le domaine de l'économie informelle.

Le site permet à l'observatoire de servir de base de données rendant accessibles les résultats des recherches empiriques, des publications nationales et internationales sur l'économie informelle (par ex. littérature, cadres juridiques (national/sous régional), des manuels et outils, les statistiques existantes sur les principales composantes de l'économie informelle en RDC et d'autres pays Africains, etc. Le site sert aussi directement de base de données pour les acteurs clés de l'économie informelle, associations de l'économie informelle, entreprises sociales, pourvoyeurs de crédits, formations professionnelles, experts et réseaux pertinents, etc...